

DÉCROISSANCE OU INNOVATION VERTE : QUEL CHEMIN DOIT EMPRUNTER L'ÉCOLOGIE ?

6 MIN DE LECTURE



À gauche sur la photo, l'essayiste libéral **Ferghane Azihari**, consultant en politiques publiques. À droite, l'ingénieur centralien **Philippe Bihouix**, spécialiste des questions environnementales. Le premier défend une certaine idée du productivisme et honnit celle de décroissance. Le second s'inquiète de la pénurie des ressources et promeut les basses technologies, c'est-à-dire durables. Pour "Marianne", ils ont accepté de croiser le fer.

Marianne : Épuisement des ressources, changement climatique... Quel système économique et social pourra faire face, demain, à ces problématiques ?

Ferghane Azihari : Ceux qui crient à la pénurie s'inscrivent dans une tradition malthusienne qui se trompe depuis deux cent vingt-trois ans. Ils occultent la nature du défi actuel : c'est l'abondance et non la pénurie d'énergies fossiles qui expose l'humanité au changement climatique et décourage sa transition. Sur le temps long, on remarque que leur prix suit la même trajectoire que celui des matières premières : il s'effondre et fait que le coût des fossiles ramené au PIB reste faible. Notre défi est de ne pas céder à la tentation d'exploiter cette abondance. De même que l'âge de pierre ne s'est pas terminé faute de pierres, l'âge des fossiles devra se terminer malgré leur disponibilité. D'où l'importance d'un prix du carbone élevé pour que nos sociétés capitalistes migrent vers des technologies décarbonées.

Philippe Bihouix : Grâce au progrès technologique et à la productivité phénoménale qu'il a engendrée, l'énergie et les ressources ont un coût dérisoire par rapport au travail humain. Cela a certes permis le niveau de consommation que nous avons aujourd'hui – et dont on paie les conséquences environnementales –, mais cela nous a conduits à un système où il vaut mieux jeter que réparer et faire durer, où il vaut mieux broyer les objets en fin de vie (voitures, téléphones...) qu'injecter un peu de main-d'œuvre pour démonter et recycler mieux, où chaque fois que c'est possible, il est rentable de remplacer les humains par des machines ou des logiciels. Or cela engendre une formidable ponction sur les ressources planétaires : plus de 90 milliards de tonnes extraites de la biosphère et de la lithosphère chaque année, un chiffre qui a triplé en cinquante ans, et pourrait doubler à nouveau d'ici 2050 à 2060. Cet « extractivisme » peut encore durer, en abîmant plus la planète, mais pas éternellement. Il faut donner un prix

bien plus élevé à toutes les ressources non renouvelables, entre autres aux énergies fossiles, pour inciter à des usages sobres.

Quel regard portez-vous sur les énergies dites « vertes », « renouvelables », que sont les panneaux photovoltaïques ou les éoliennes ?

F. A. : Je porte sur ces énergies diffuses et intermittentes le même regard que les écologistes : je les sais incapables d'alimenter une société développée, à l'instar d'un Murray Bookchin qui, dès 1962, se félicitait de l'austérité qu'induirait leur usage. Les thuriféraires du tout-renouvelable veulent assigner l'humanité à la misère perpétuelle pour assouvir leurs fantasmes rousseauistes et antimodernes, en occultant que c'est pour des motifs matériels – et non pour faire plaisir à Gaïa – que nous luttons contre le changement climatique.

Une bonne politique écologique doit assurer aux hommes le niveau de vie le plus élevé possible. Les pays du Sud sont exaspérés devant la volonté des bailleurs de fonds de les enchaîner à des énergies qui les enferment dans la pauvreté, laquelle les expose à des pollutions plus meurtrières que les nuisances des pays riches. Les ressources dilapidées dans les EnR [énergies renouvelables] doivent être réaffectées pour que l'atome soit au XXI^e siècle ce que le charbon et le pétrole furent aux XIX^e et XX^e siècles. C'est cette énergie qui explique qu'un Français émet quatre fois moins de CO₂ qu'un Mongol quand le premier est quatre fois plus riche que le second. L'atome permettrait de lutter contre le changement climatique sans renoncer à améliorer le sort de l'humanité, en lui octroyant la capacité d'investir dans des mesures adaptatives et des techniques à émissions négatives.

C'est parce que ces solutions sont plus accessibles aux pays riches que la décroissance serait improductive. Quand on lit la littérature écologiste, on remarque cependant que ces militants redoutent le scénario d'une société opulente et décarbonée. Ils définissent la protection de la nature comme la sanctuarisation d'un espace dont il faut exclure l'homme. Pas comme la sauvegarde d'un milieu hospitalier pour lui. La voie prométhéenne suppose de débarrasser l'écologie politique de sa misanthropie et de réhabiliter l'humanisme.

P. B. : Aucune énergie n'est jamais totalement « verte » ou « propre » (conséquence de son cycle de vie, en fabrication et en exploitation), ni totalement « renouvelable » (compte tenu des matières premières nécessaires). Elles sont toutes intimement dépendantes du « capitalisme carbonifère », pour reprendre l'expression de Lewis Mumford : sidérurgie et industrie du ciment (mâts et fondations d'éoliennes, béton armé des centrales nucléaires...), métallurgie (silicium des panneaux solaires, nombreux alliages des circuits de centrale nucléaire...), chimie (cycle du combustible nucléaire, polymère des pales d'éoliennes...), pour ne prendre que quelques exemples. Choisir un mélange énergétique pour demain, c'est donc tenter de faire une « optimisation sous contraintes », entre le contenu carbone, le besoin en ressources, l'usage des sols, l'impact sur la biodiversité, la santé... Concernant l'aspect climatique, l'éolien et le solaire sont très bons, mais leur variabilité (assez prévisible pour le solaire, un peu moins pour l'éolien) est une difficulté à résoudre si on les utilise à grande échelle, obligeant à ajouter des dispositifs de stockage (hydrogène, biométhane, batteries, stations de pompage-turbinage...). Côté nucléaire, les centrales sont vieillissantes. L'effort industriel à déployer, dans tous les cas, va être énorme.

Dans votre livre, Ferghane Azihari, vous expliquez que le marché va régler l'enjeu de la rareté des matières premières.

F. A. : La fonction du marché est de réguler la rareté par les prix, les profits et les pertes. C'est parce que l'or est plus rare que l'eau qu'il est plus cher (alors qu'il n'est pas vital) et que vous ne verrez jamais quelqu'un jeter des lingots d'or ou tenter de construire sa maison en or massif. C'est en raison de la rareté et des prix de l'immobilier parisien que personne ne songe à faire huit enfants dans le 1^{er} arrondissement. Le marché a pour but d'assurer que la consommation n'excède pas les richesses que nous pouvons créer, en sanctionnant le gaspillage. Si on veut réguler la rareté au mieux, il faut étendre la sphère marchande au maximum.

P.B. : C'est une vieille légende des économistes, le fait qu'on pourra toujours, de manière quasi illimitée, substituer un « capital naturel » (une ressource se faisant plus rare, donc plus chère)

par un capital physique : en gros, face au risque de pénurie, la science trouverait toujours une solution. Mais peut-on se passer de cuivre pour conduire l'électricité, de carbure de tungstène pour les outils coupant et forant, d'étain pour la soudure (y compris électronique), de chrome et de nickel pour les aciers inoxydables ? C'est à ce stade disons... très prospectif. Aujourd'hui, on extrait des ressources qui ont été concentrées, sur des dizaines de millions d'années, par des processus tectoniques, géologiques, hydrologiques, biologiques, puis nous les dispersons dans les océans, les centres d'incinération, les décharges, les terres agricoles... Nicholas Georgescu-Roegen disait que la science économique est restée dans une vision mécaniste du XVIII^e siècle, incapable d'intégrer la thermodynamique du XIX^e, la science de l'entropie, de l'inéluctable dispersion.



Centrale solaire. La variabilité des énergies solaires et des éoliennes oblige à trouver des dispositifs de stockage.

Comme l'écrivait l'historien Charles Pinot Duclos au XVIII^e siècle, « ce qui est nécessaire ne peut être rare ». Doit-on souhaiter la privatisation de l'eau, par exemple, pour régler la question de la possible pénurie ?

F. A. : L'eau est abondante sur notre planète. C'est son accessibilité qui fait défaut dans certains pays faute d'infrastructures pour la puiser, l'acheminer, l'assainir, la dessaler ou la recycler. Tout cela a un coût. C'est pourquoi l'eau a un prix, quel que soit le statut du prestataire.

P. B. : Contrairement aux autres ressources, il ne peut y avoir de pénurie globale d'eau. Mais les problèmes locaux (est-elle disponible en quantité suffisante, toute l'année, non polluée... ?) et les conflits d'usage vont s'intensifier avec la croissance démographique, les besoins alimentaires, le changement climatique entraînant la fonte des glaciers... Il me semble qu'avant la question de la bonne manière de gérer (privé ou public, je pense qu'on peut trouver du bon et du mauvais de chaque côté), il y a la question de la tarification : doit-on payer son eau au même prix, par mètre cube, pour prendre une douche ou remplir sa piscine ?



Dépotoir dans la baie de Disko, au Groenland, connu pour ses énormes icebergs.

Quel est votre rapport à la finitude dans ce monde qui s'est habitué à l'abondance et même à l'infini ?

F. A. : Ne généralisons pas notre situation dans un monde où la sous-nutrition touche 11 % de l'humanité. Cela dit, mon rapport à la finitude est décomplexé, puisque le passionné d'économie que je suis sait que la finitude est le point de départ de cette science. La croissance économique n'est que la faculté de combiner des ressources rares à des fins utiles : « La production n'est point une création de matière, mais une création d'utilité », énonçait Jean-Baptiste Say. Utilité qui n'entretient aucun rapport fixe avec la quantité de matière. L'achat d'un Van Gogh élève plus le PIB qu'une Tesla. Évitions enfin de tomber dans le réductionnisme de la matière qui conduit, par exemple, un Jean-Marc Jancovici à imputer la révolution industrielle à la « découverte » des combustibles fossiles. Ce qui est faux dans la mesure où le pétrole et le charbon étaient connus des sociétés antiques et médiévales. C'est bien la variable technologique et entrepreneuriale qui a permis l'usage massif de ces éléments qui, sans le génie humain, seraient restés des curiosités géologiques. Or l'ingéniosité humaine est illimitée.



Philippe Bihouix, directeur général du groupe AREP,
agence d'architecture pluridisciplinaire, filiale de SNCF Gares & Connexions.

Nous pensons souvent que la technologie pourra nous sauver de ces bouleversements. S'agit-il d'un récit irénique, d'un mythe, ou d'une promesse valable, selon vous ?

P. B. : C'est Francis Bacon, dans la Nouvelle Atlantide (1627), qui, le premier, projette le bonheur à venir du genre humain grâce aux sciences appliquées. Nul doute, le programme a été plutôt efficace et nous jouissons (de manière très inégale) d'une abondance matérielle époustouflante. Mais côté promesses, on a toujours tendance à s'emballer. Je ne crois pas qu'en 2050 nous vivrons dans des métropoles renaturées et « neutres en carbone », avec voitures autonomes ou volantes. Quant à la croissance verte, c'est une mystification : projetez 2 % de croissance pour les mille prochaines années, et vous multipliez le PIB par... 400 millions ! Qui peut croire à une telle bêtise ?

Les Écologistes contre la modernité, de Ferghane Azihari, Presses de la Cité, 2021, 240 p., 18 €.

Le bonheur était pour demain, de Philippe Bihouix, Seuil, 2019, 384 p., 19 €.

Achel Binhas